

CHEZ NOUS

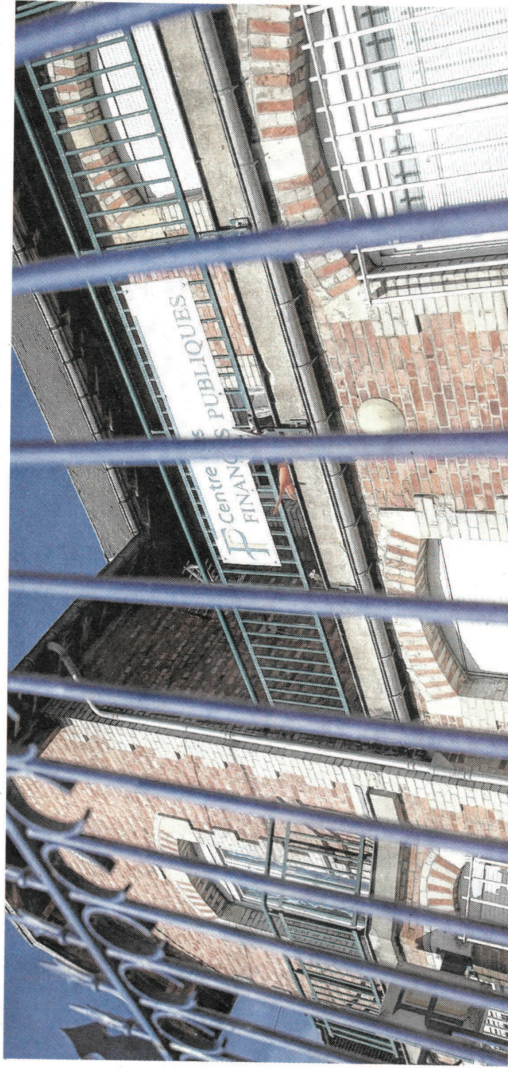
SERVICES PUBLICS

La trésorerie de St-Simon est-elle devenue inutile ?

Le ministre de l'Action et des Comptes publics est à Saint-Simon ce lundi, où les maires du secteur protestent contre la fermeture programmée de la trésorerie. Eux réclament au moins une permanence.

Par Eric Jonneau
regis@az@aisnenouvelle.fr

Jeudi 19 octobre. Le comité technique local de la direction départementale des finances publiques de l'Aisne se réunit à Laon. Il valide la fermeture programmée au 1^{er} janvier prochain des trésoreries de



La fermeture de la trésorerie de Saint-Simon sera largement débattue ce lundi avec la visite du ministre Gérard Darmanin. GH.

contre cet après-midi les élus du secteur.

Jean Lefèvre, maire de Saint-Simon depuis 1989, l'y accueillera poliment. Il a appris la fermeture de ses « impôts » le 19 juin dernier, au lendemain des élections législatives. « Depuis, je ne sais rien, je ne suis tenu au courant de rien », avouet-il.

La trésorerie de Saint-Simon, un village de 630 habitants autrefois pourvu d'un bureau de poste et d'une station-service, s'endort peu à peu d'un sommeil de ruralité. Depuis le 1^{er} janvier dernier, elle ne compte plus que deux opérations a certes réduit leur champ d'intervention. « La communauté de communes a été rattachée à Saint-Quentin, ça fait du travail en moins, c'est certain », admet Jean Lefèvre, qui apprécie tout de même une aide bienvenue au moment de boucler son budget annuel. « On va leur présenter, on accorde nos vœux entre ce qu'on veut et ce qui est possible. »

Saint-Quentin engorgé

Car la trésorerie de proximité intervient dans le bouclage des budgets des dix-sept communes de son secteur. À Cugny, Michel Bo-

no, le maire, est autrement plus étonné que son voisin. « Le monde rural en prend plein la gueule en ce moment, peste-t-il. On va nous employer à Saint-Quentin, mais pour nous c'est une demi-heure minimum de trajet, multipliée par deux. Toutes les semaines, notre secrétaire va à la trésorerie pour déposer l'argent de la location de la salle polyvalente, qu'on ne peut garder ici court, lui-même contraint depuis la fermeture de la trésorerie de Moy-de-l'Aisne, en 2015, d'aller chercher conseil à Saint-Quentin.

« La variable d'ajustement »

Secrétaire départementale CGT des Finances publiques, Marie-Pierre Borel dresse un tableau apocalyptique et fataliste de la trésorerie. La circulaire du Premier ministre en date du 26 septembre dernier ne l'a en rien réconfortée. Édouard Philippe y balise la route qui doit guider « la transformation de l'action publique » et contribuer à faire baisser les dépenses publiques d'ici 2022. L'administration publique est ainsi soumise à « transfert entre collectivités, au secteur privé, voire abandon de missions ». Tout est dit. Dans ce contexte, tandis que certains services sont jugés « prioritaires », le trésor public constitue une cible claire. « On est la variable d'ajustement budgétaire », dénonce la syndicaliste. Chiffres à l'appui. « Cette année, on supprime 1 648 postes en France, l'an prochain, on supprimera la totalité des suppressions de postes de la fonction publique d'Etat. »

Dans l'Aisne, les fermetures programmées au 1^{er} janvier à Coudry-le-Château, La Capelle et Saint-Simon constituent une vague de plus, mais pas la dernière. « Depuis 2004, il y a eu 17 fermetures de Trésorerie dans le département, compte Marie-Pierre Borel. Il en reste 13. Mais ça va continuer, l'an prochain on doit absorber la totalité des suppressions de poste de la fonction publique. »

« Cette année, cela a été compliqué pour tout le monde. La trésorerie de Saint-Quentin commence à être sérieusement engorgée. »

Les syndicats contre la permanence
Celle de Saint-Simon reçoit évidemment les particuliers du secteur, friends eux aussi de conseils, elle perçoit leurs impôts. Elle gère par ailleurs les comptes de deux maisons de retraite de Flavy-le-Martel. « On va réclamer au ministre un délai pour la fermeture », explique Julien Dive, parce que c'est trop brutal. Et surtout la mise en place d'une permanence. « Ça tombe bien, Saint-Simon dispose depuis quatre ans d'un relais de services publics, où s'exercent les permanences de la caisse d'allocations familiales, d'Aisne Habitat, de la mission locale ou encore d'un conciliateur. Une permanence ? Les syndicats des Finances publiques sont contre. « Ça ne tient pas la route chez nous, conteste Marie-Pierre Borel, secrétaire départementale CGT. Et pas évident de trouver un agent qui accepte cette mission. » Elle le fera savoir, entre autres choses, à Gérard Darmanin tout à l'heure à Saint-Simon, où une intersyndicale CGT, FO et Solidaires a prévu de venir apporter sa contribution. ■



Pas d'infos depuis le 19 juin
Un seul cas est mis en attente. Il s'agit de la trésorerie de Saint-Simon. Pourquoi ? Parce que le ministre de l'Action et des Comptes publics a annoncé son déplacement dans cet ancien chef-lieu de canton ce lundi 23 octobre. Ancien maire de Fourcoing, ex vice-président du conseil régional des Hauts-de-France, proche de Xavier Bertrand, Gérard Darmanin y ren-

On va réclamer au ministre un délai pour la fermeture. Et surtout la mise en place d'une permanence.

Julien Dive, député LR de la 2^e circonscription de l'Aisne